

Le Liban, terre d'affrontement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran

Nabil el Khoury

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2022/3 Automne**, PAGES 177 À 187

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037304803

DOI 10.3917/pe.223.0177

Date de mise en ligne : 14/09/2022

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2022-3-page-177?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

page 175 livres propos



Le Liban, terre d'affrontement entre l'Arabie Saoudite et l'Iran

Par **Nabil el Khoury**

Nabil el Khoury est docteur en science politique de l'université Paris-Descartes. Il est assistant-professeur à l'Université libanaise.

L'Arabie Saoudite cherche depuis des années à contrer l'influence de l'Iran au Liban. Jusqu'alors, les efforts de Riyad n'ont guère été couronnés de succès, la mainmise du Hezbollah – principal allié de Téhéran – ne faisant que se renforcer. Les élections législatives de mai 2022 ont abouti à un résultat contrasté pour les Saoudiens. Le camp pro-iranien a perdu sa majorité, mais il a néanmoins réussi à faire élire le président du Parlement. Un nouveau blocage des institutions menace.

politique étrangère

Moins d'un an après l'explosion dramatique dans le port de Beyrouth, une crise diplomatique libano-saoudienne a surgi à un moment critique de l'histoire du pays du Cèdre. Au printemps 2021, Riyad a suspendu les importations de fruits et légumes en provenance du Liban. Il s'agissait officiellement d'une mesure de rétorsion face à la passivité des services de sécurité libanais à l'égard du trafic de drogue en direction de l'Arabie Saoudite. La tension est montée d'un cran à l'automne, lorsque le royaume – suivi par les Émirats arabes unis, Bahreïn et le Koweït – a rappelé son ambassadeur, tout en demandant à son homologue libanais de quitter Riyad. D'autres mesures coercitives ont été adoptées en parallèle, comme le gel de toutes les importations libanaises.

La raison immédiate de cette escalade est à rechercher dans les déclarations du ministre libanais de l'Information, Georges Kordahi, critiquant l'intervention armée saoudienne au Yémen depuis 2015. Mais d'autres facteurs plus profonds sont à l'origine de la colère des Saoudiens. Ces derniers se plaignent de l'ingérence du Hezbollah au Moyen-Orient, notamment dans la guerre au Yémen, où il épaula les Houthis, qui

menacent les intérêts saoudiens. Le parti chiite est aussi accusé d'être impliqué dans le trafic de drogue. Au Liban, sa domination s'est imposée au détriment des alliés de Riyad.

La France cherche à éviter un effacement saoudien total de la scène libanaise afin de ne pas laisser le pays du Cèdre devenir un domaine réservé de l'Iran¹. Le président Emmanuel Macron a réussi, lors de sa visite dans le Golfe en décembre 2021, à impliquer davantage les Saoudiens dans le jeu libanais, alors qu'ils s'y étaient faits discrets depuis plusieurs années². Ce retour de Riyad a pris plusieurs formes. Sur le plan humanitaire, un « mécanisme de coopération » franco-saoudien a été mis en place pour apporter de l'aide au Liban, où la situation économique catastrophique risque encore de se dégrader du fait de la guerre en Ukraine. Sur le plan diplomatique, le royaume semble avoir compris que l'abandon du Liban allait faire le jeu du Hezbollah, notamment lors des élections législatives du 15 mai 2022. D'où le retour de l'ambassadeur saoudien Walid Boukhari à Beyrouth en avril, mettant fin à près de cinq mois de crise diplomatique libano-saoudienne et marquant une détente prudente plutôt qu'une véritable normalisation des relations bilatérales³.

Pour appuyer le dénouement de cette crise, le gouvernement libanais s'est engagé à renforcer les mesures de lutte contre le trafic de drogue mais aussi à agir fermement pour stopper sur son territoire toute activité hostile à l'encontre du royaume. L'entrée en vigueur d'une trêve dans le conflit au Yémen a également facilité les choses.

Le retour de l'ambassadeur Boukhari visait essentiellement à appuyer les alliés libanais de Riyad face au Hezbollah, la priorité étant d'empêcher le parti chiite et ses alliés d'obtenir une majorité parlementaire. Cet objectif a été atteint, mais l'effondrement des forces pro-iraniennes est pour autant loin d'être acquis. En outre, l'activisme renouvelé des Saoudiens au Liban s'inscrit sur fond d'un différend majeur avec leur principal allié, le leader sunnite Saad Hariri, qui a annoncé son retrait de la vie politique en 2022.

La diplomatie saoudienne face aux obstacles libanais

Les influences étrangères font partie de l'histoire contemporaine du Liban. Au cours des dernières décennies, l'Organisation de libération de

1. M. Young, « Open Invitations », Carnegie Middle East Center, 17 novembre 2021, disponible sur : [carnegie-mec.org](https://www.carnegie-mec.org).

2. A. Daher, « Parrainages régionaux et polarisations belligènes : la rivalité entre l'Iran et l'Arabie saoudite au Liban », *Critique internationale*, vol. 80, n° 3, 2018, p. 173.

3. Jusqu'au début juin 2022, les sanctions économiques, commerciales et touristiques saoudiennes contre le Liban étaient toujours maintenues.

la Palestine, la Syrie, Israël et l'Iran y ont joué des rôles perturbateurs à travers un interventionnisme militaire direct ou indirect, et ce avant, pendant et après la guerre civile libanaise (1975-1990)⁴. L'action de l'Arabie Saoudite s'inscrit dans une logique interétatique plus classique et moins belliqueuse, mais elle s'est montrée relativement inefficace face à de tels rivaux régionaux. La reconstruction du Liban, dans les années 1990, a ouvert la voie au déferlement des moyens économiques saoudiens. Ces investissements n'étaient pas désintéressés : il s'agissait de peser sur le jeu politique libanais. Avec Rafic Hariri, devenu le leader dominant de la communauté sunnite⁵, l'influence du royaume a connu son apogée, mais aussi atteint ses limites.

Entre 1992 et 2005, Riyad s'est contenté d'être le partenaire de Damas dans la gestion du dossier libanais. La Syrie, qui occupait militairement le pays, gérât le domaine sécuritaire. Elle exerçait un pouvoir coercitif et était *ipso facto* le maître du jeu sur place. L'Arabie Saoudite, de son côté, s'occupait du domaine économique. Ses dons et investissements, ainsi que sa « garantie implicite » offerte aux secteurs vitaux de l'économie libanaise, lui ont permis de manier aussi bien la carotte que le bâton : en cas de rupture, Riyad était en mesure d'infliger des pertes considérables au Liban⁶. Néanmoins, cette puissance économique ne permettait pas aux Saoudiens d'imposer leurs préférences politiques au gouvernement libanais, alors dominé par le régime syrien. Pire encore, Riyad perdit sa carte maîtresse avec l'assassinat de Rafic Hariri le 14 février 2005.

Le Hezbollah constitue un « État dans l'État »

Depuis 2005, c'est surtout l'Iran qui parvient à développer son influence à l'aide de son proxy, le Hezbollah. Ce parti représente la communauté chiite avec son allié, le mouvement Amal. Grâce à son financement par Téhéran, à ses réseaux financiers et à sa puissante milice, il constitue un « État dans l'État ». Son influence extraétatique est pluri-dimensionnelle : militaire, confessionnelle, idéologique, politique, économique, sociale et éducative. Face à cet expansionnisme iranien, Riyad manque d'un proxy sunnite similaire. La valeur des dons et aides saoudiens en faveur du Liban depuis 1990 est évaluée à 72 milliards de dollars, en partie consacrés à la reconstruction dans les fiefs du Hezbollah après

4. G. Corm, *Le Liban contemporain. Histoire et société*, Paris, La Découverte, 2012, p. 171-175.

5. V. Gervais, « L'ascension politique de Rafic Hariri : ampleur et limite de l'émergence d'un leadership sunnite unifié », in F. Mermier et S. Mervin (dir.), *Leaders et partisans au Liban*, Paris, Beyrouth, Karthala, IFPO, IISMM, 2012, p. 111-118 et p. 125.

6. H. Baumann, « Lebanon's Economic Dependence on Saudi Arabia is Dangerous », *The Washington Post*, 7 décembre 2017, disponible sur : www.washingtonpost.com.

la guerre de 2006⁷. Néanmoins, cet engagement s'est déployé sans contrepartie⁸ et n'a pas permis d'accroître le poids politique de Riyad. Les facteurs de cette faible influence sont à chercher tant dans les obstacles imposés par l'hégémonie syrienne que dans les défauts propres à la diplomatie saoudienne.

Par leur diplomatie du chèque, les Saoudiens pensaient « s'acheter une influence au Liban, alors que celle-ci se construit et ne s'achète pas⁹ ». Leur point faible réside dans une logique d'aide financière exempte de vision stratégique. Leur action présentait une double lacune : d'une part l'absence de mécanisme de suivi destiné à vérifier l'efficacité du soutien au développement et à anticiper la corruption des bénéficiaires libanais ; d'autre part le manque d'une politique ambitieuse et pluridimensionnelle dans les régions sunnites, susceptible de créer une base sociale solide pour contrebalancer l'influence de l'Iran. L'exemple le plus manifeste est celui de Tripoli, grande ville majoritairement sunnite dans le nord du pays. Des politiciens sunnites affairistes y ont profité de l'argent saoudien en faisant peu de cas du dénuement de la population, alors que des investissements socio-économiques ciblés et volontaristes auraient pu contribuer à l'établissement d'une zone d'influence saoudienne¹⁰. Que cela s'explique par le désintérêt ou l'accumulation d'erreurs, le résultat est le même : en dépit des sommes dépensées, Riyad peine à peser sur les rapports de force au Liban depuis 2005.

Une donne politique défavorable à l'Arabie Saoudite depuis 2005

À la suite de l'assassinat de Rafic Hariri, les affrontements interlibanais se sont avérés ruineux pour les alliés de la monarchie wahhabite. Si la Syrie a retiré ses troupes du Liban le 26 avril 2005 – conformément à la résolution 1559 adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies le 2 septembre 2004 –, le Hezbollah a quant à lui refusé de mettre en œuvre cette résolution et n'a pas dissous sa branche armée. Cette posture porte atteinte à l'accord de Taëf de 1989, parrainé par l'Arabie Saoudite pour mettre un terme à la guerre civile et dont la pleine exécution demeure une revendication saoudienne constante. Le désarmement des milices est

7. Selon les déclarations de l'ancien ambassadeur saoudien au Liban, Abdel-Aziz Khoja, dans un entretien télévisé à Al-Arabiya, le 12 novembre 2021, disponible en arabe sur : www.youtube.com.

8. L. Blin, « L'émancipation contrainte de la politique étrangère saoudienne », *Politique étrangère*, vol. 81, n° 2, Ifri, 2016, disponible sur : www.cairn.info.

9. Entretien avec Abdel Raouf Senno, historien, ancien professeur à l'Université libanaise (1983-2012) et ancien conseiller auprès de l'Institut allemand de recherches orientales (Orient-Institut Beirut) de 2008 à 2015, le 5 février 2022, actualisé le 25 mai 2022.

10. D. Kenner, « Why Saudi Arabia Can't Win in Lebanon », Institute of Current World Affairs, 16 juin 2020, disponible sur : www.icwa.org.

nécessaire à la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble de son territoire, mais ce principe importe peu au Hezbollah, qui poursuit avec acharnement et succès une stratégie visant à imposer son emprise sur le pouvoir politique et à empêcher à tout prix son désarmement. Brandissant la menace d'une guerre civile si l'on venait à lui arracher une telle « concession », le mouvement chiite oblige ses opposants à sacrifier la souveraineté étatique sur l'autel de la stabilité¹¹.

De surcroît, il pratique le blocage institutionnel d'autant plus aisément que le processus décisionnel libanais nécessite un consensus interconfessionnel. Cet état de fait s'est banalisé après la signature de l'accord de Doha de 2008 qui a mis fin à la « mini-guerre civile » déclenchée par le parti chiite : la méthode du « tiers de blocage » est régulièrement utilisée par le Hezbollah et ses alliés. La démission de leurs ministres aboutit *de facto* à la dissolution du gouvernement¹², alors que le seul boycott des réunions du cabinet par les ministres chiites suffit à rendre cette institution étatique dysfonctionnelle¹³. Le blocage affaiblit certes l'État, mais il fragilise aussi la position des sunnites au sein du pouvoir : le Premier ministre (de confession sunnite) se retrouve paralysé, incapable de diriger l'exécutif, même s'il bénéficie d'une majorité parlementaire comme en 2005 et 2009. Les alliés de l'Arabie Saoudite (et des Occidentaux) sont alors confrontés à un dilemme. Soit ils tiennent tête au Hezbollah au prix du blocage institutionnel, soit ils obtiennent la levée des blocages et le retour à la normale des institutions, quitte à faire preuve de faiblesse politique.

Les alliés libanais de Riyad ont dû faire face à une autre difficulté depuis 2005. L'émergence du leadership sunnite dans les années 1990 s'était inscrite dans un contexte où les dirigeants maronites étaient très affaiblis par leur défaite dans la guerre civile. Or, après l'assassinat de Rafic Hariri, le retour du général maronite Michel Aoun de son exil français s'est fait dans un esprit plus revanchard que conciliateur vis-à-vis des sunnites. Devenu l'homme fort de la rue chrétienne après les législatives de 2005, le général Aoun s'est allié au Hezbollah en 2006. Leur front uni est guidé par l'idée d'une alliance des minorités chiite, alaouite et chrétienne face à la majorité sunnite du Moyen-Orient. Un tel alignement de la part d'un leadership chrétien influent, bénéficiant du soutien d'une

11. N. el Khoury, « L'impact de la coopération franco-américaine au Liban. Limites et portées de l'internationalisation », *Annuaire français des relations internationales*, vol. XVII, Université Paris-2 Panthéon-Assas, Centre Thucydide, 2016.

12. Tel était le cas en 2011 avec le gouvernement de Saad Hariri.

13. Le gouvernement de Najib Mikati, à peine formé en septembre 2021, a été bloqué pendant environ trois mois, le Hezbollah réclamant que le gouvernement amorce un limogeage du juge Tarek Bitar, qui enquêtait sur l'explosion du port de Beyrouth d'août 2020.

partie non négligeable du clergé, a créé une nouvelle donne défavorable aux alliés du royaume saoudien.

Riyad a réagi en tentant, entre 2009 et 2011, de reproduire une sorte de gestion syro-saoudienne du dossier libanais, mais cela n'a pas fonctionné car le régime syrien ne s'est pas distancié de l'Iran. À partir du début de la guerre en Syrie, en 2011, Bachar El-Assad a misé sur Téhéran (puis Moscou) pour sa survie. Cette stratégie a payé, le régime de Damas parvenant à rester au pouvoir avec l'appui, notamment, du Hezbollah. Fort de ce succès, le parti chiite a consolidé sa mainmise sur le Liban, au détriment des pro-saoudiens.

Les rapports entre sunnites et chiites apparaissent très tendus

Depuis plus de dix ans, nulle opposition n'est parvenue à fragiliser l'emprise de ce parti. Le Hezbollah a réussi, en coordination avec l'armée libanaise, à neutraliser la menace djihadiste incarnée par le groupe du cheikh Ahmad El-Kassir à Saida dans le sud du Liban, et par Daech qui occupait une zone montagnaise dans l'est du pays jusqu'en 2017. Dans le même temps, les rapports entre sunnites et chiites apparaissent très tendus. Afin d'apaiser ces tensions, le Courant du futur de Saad Hariri, grande faction sunnite modérée, a ouvert un dialogue avec le Hezbollah en 2014. Dans le sillage de ce dialogue, et après l'accord sur le nucléaire iranien de 2015, le général Aoun a été élu président de la République et Saad Hariri nommé Premier ministre. Cette élection, fruit d'un compromis interconfessionnel, a mis fin à deux ans de vacance présidentielle (2014-2016). Sans se faire trop d'illusions, Riyad aurait souhaité voir Michel Aoun s'éloigner du Hezbollah après son arrivée au pouvoir. Tel était probablement le pari perdu de Samir Geagea, allié chrétien de Riyad, lorsqu'il a soutenu la candidature de son rival, le général Aoun¹⁴. Ce compromis s'est donc révélé plus avantageux pour les pro-iraniens que pour les pro-saoudiens.

Ces derniers ont dû céder au chantage du Hezbollah, qui refusait que la question de son désarmement fût mise à l'ordre du jour. Or l'accord du « parti de Dieu » et des représentants de la communauté chiite était indispensable pour la nomination du Premier ministre après la présidentielle de 2016 puis les législatives de 2018, à l'issue desquelles le Hezbollah et ses alliés avaient gagné la majorité. Saad Hariri a donc ménagé le

14. D. Schenker, « The Shift in Saudi Foreign Policy », The Washington Institute for Near East Policy, 10 février 2016, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

Hezbollah jusqu'au renversement de son gouvernement en octobre 2019, à la suite d'un soulèvement populaire. Riyad a réagi à ce fiasco de façon agressive, mais cette réaction pourrait se révéler contre-productive.

Une réaction saoudienne contre-productive ?

La politique libanaise de l'Arabie Saoudite se caractérise, depuis 2019 et jusqu'au printemps 2022, par deux grands axes : premièrement, un désengagement relatif et ciblé, au sens où Riyad est toujours disposé à fournir une aide humanitaire et pourrait même, à certaines conditions, intervenir pour sauver l'économie libanaise ; ensuite, une fermeté diplomatique visant à inciter ses alliés locaux à se confronter au Hezbollah.

À l'heure de l'effondrement libanais, Riyad adhère au camp des acteurs internationaux exigeant des réformes étatiques comme condition à la mise en œuvre d'un plan de sauvetage. Selon les Saoudiens, un soutien destiné à aider un État libanais corrompu et dominé par le Hezbollah serait profitable à ce dernier¹⁵. *A contrario*, l'absence de soutien reviendrait à laisser l'économie libanaise s'asphyxier, ce qui pourrait provoquer le mécontentement de la population, y compris chiite, contre la domination du Hezbollah¹⁶. L'hypothèse d'une nouvelle vague contestataire ne peut qu'inquiéter le parti pro-iranien. S'il est vrai que celui-ci a contribué à étouffer la révolte du 17 octobre 2019 contre une classe dirigeante corrompue et incompétente, il n'en demeure pas moins qu'il ne souhaite pas faire face à une nouvelle contestation d'ampleur qui frapperait ses fiefs.

La monarchie wahhabite maintient néanmoins un certain engagement humanitaire au Liban, par le biais du Centre du roi Salman pour l'aide humanitaire et de secours. Entre 2006 et la fin 2021, 45 projets ont ainsi été financés pour un montant de 32 838 719 dollars. Toutefois, les sommes allouées ces trois dernières années ont été relativement réduites par rapport à 2006, année de la guerre entre Israël et le Hezbollah. Près de 19 millions de dollars avaient alors été consacrés à douze projets, contre 1 million en 2021, 4 millions en 2020 et près de 3 millions en 2019¹⁷. Pourtant, l'attitude saoudienne évolue dans le sillage de la visite du président Emmanuel Macron à Djedda, le 4 décembre 2021. Un mécanisme de « soutien conjoint franco-saoudien à la population du Liban » a vu le jour.

15. S. Saikali, « Gulf Rupture With Lebanon Exacerbates Beirut's Economic Woes », The Arab Gulf States Institute in Washington, 17 décembre 2021, disponible sur : agsi.org.

16. Entretien avec Amine Lebbos, professeur de science politique et de relations internationales, directeur de la Faculté de droit et des sciences politiques et administratives à l'Université libanaise, le 12 février 2022, actualisé le 23 mai 2022.

17. Ces données sont disponibles sur : <https://ksrelief.org>.

Il s'agit d'un « accord d'un montant de près d'une trentaine de millions d'euros », signé le 26 avril 2022 par le ministère français des Affaires étrangères, l'Agence française de développement et le Centre du roi Salman¹⁸.

Les motifs de la politique de Riyad à l'égard du Liban sont notamment à rechercher dans le renouvellement de sa classe dirigeante. Les jeunes élites saoudiennes ne sont pas autant fascinées par le pays du Cèdre que leurs prédécesseurs. Par ailleurs, elles ne se considèrent pas « en situation d'inimitié vis-à-vis du Liban et de son peuple, [mais elles] estiment que très peu d'efforts sont faits pour se libérer de l'emprise du Hezbollah¹⁹ ». Dépenser sans compter pour le Liban n'irait pas, à leurs yeux, dans le sens de « l'intérêt national » saoudien²⁰.

Dans cette optique, même si l'Arabie Saoudite « passe d'un désintérêt à un retour d'intérêt prudent²¹ », sur incitation française, il n'en reste pas moins que Paris et Riyad ne partagent pas les mêmes préoccupations vis-à-vis de la situation du Liban. La stabilité de ce pays est une priorité française pour des raisons historiques et géopolitiques, mais aussi pour éviter l'impact d'une nouvelle crise migratoire en cas d'effondrement total, le Liban accueillant près de deux millions de réfugiés syriens et palestiniens. En revanche, on imagine mal « des répercussions directes et graves de l'instabilité libanaise sur l'Arabie Saoudite²² ». L'engagement saoudien demeure donc limité parce que ce dossier est moins prioritaire que la modernisation du royaume, et encore moins important que la guerre au Yémen, où l'implication du Hezbollah constitue une menace pour la sécurité de la monarchie wahhabite²³.

Les paris risqués d'une politique offensive

Les dirigeants saoudiens auraient aimé être en mesure d'« éradiquer » le Hezbollah, y compris dans son fief libanais²⁴. Mais le réalisme politique conduit la diplomatie saoudienne à se contenter d'« un rééquilibrage politique interne », mettant fin à l'emprise du parti chiite sur le gouvernement

18. Selon un communiqué publié par le ministère français des Affaires étrangères, le 26 avril 2022.

19. Entretien avec Joseph Moukarzel, enseignant-chercheur à l'université Antonine (Liban) et député suppléant à l'Assemblée nationale de la République française, le 8 février 2022, actualisé le 6 juin 2022.

20. F. Dazi-Héni, « Riyad-Beyrouth, les coulisses d'une rupture », *Orient XXI*, 29 novembre 2021, disponible sur : orientxxi.info.

21. Entretien avec Joseph Moukarzel le 8 février 2022, actualisé le 6 juin 2022.

22. Entretien avec Hussein Ayoub, rédacteur en chef du site web 180post.com, le 11 février 2022, actualisé le 27 mai 2022.

23. Entretien avec Abdel Raouf Senno le 5 février 2022, actualisé le 25 mai 2022.

24. N. Dot-Pouillard, « Les armes du Hezbollah : terrorisme, droit à la résistance et principe de légalité », *Confluences Méditerranée*, vol. 102, n° 3, 2017, p. 89-102.

libanais²⁵. Pour atteindre cet objectif, Riyad appelle ses alliés à une confrontation robuste avec ce proxy de Téhéran et mise principalement sur le parti chrétien dirigé par Samir Geagea, les Forces libanaises.

Les élections législatives du 15 mai 2022 peuvent être vues comme un succès mitigé pour Riyad. Le camp pro-iranien a certes perdu la majorité parlementaire, mais ses opposants ne forment pas un bloc uni autour de Samir Geagea, devenu le principal représentant d'une communauté chrétienne de plus en plus hostile à la domination du Hezbollah.

En outre, le Hezbollah et son allié, le mouvement Amal, continuent à être les représentants exclusifs de la communauté chiite au Parlement. Ils sont donc incontournables pour le consensus confessionnel et le fonctionnement des institutions. Leur exclusion du pouvoir exécutif est inenvisageable, ils ont toujours le pouvoir de bloquer le système politique. Pour élire le président du Parlement (chiite), ils ont pu obtenir une « majorité étriquée » de 65 voix sur 128, avec l'appui du bloc parlementaire du chef druze Walid Joumblatt (pourtant allié de Riyad), ainsi que de certains députés indépendants. Au grand dam des pro-saoudiens, le Courant patriotique libre, allié chrétien du Hezbollah, a quant à lui réussi à faire élire ses candidats aux postes de vice-président et secrétaire de la législature.

Le Hezbollah et Amal ont le pouvoir de bloquer le système politique

Le seul espoir saoudien réside désormais dans l'incapacité du camp pro-iranien à former un gouvernement monolithique et à élire un nouveau président de la République aligné sur sa politique avant la fin du mandat présidentiel actuel, le 31 octobre 2022. En l'absence d'une majorité claire au Parlement et faute de consensus, le Liban s'attend éventuellement à une impasse politique et à une nouvelle vacance présidentielle²⁶.

Le scénario d'une exacerbation des tensions confessionnelles ne peut être exclu. Une telle dynamique pourrait entraîner le Hezbollah dans une « guerre d'usure » politique. Il serait alors confronté au choix suivant :

25. Entretien avec Mounir Rabih, éditorialiste pour le site web arabophone *Al-Modon* et chroniqueur pour le quotidien francophone *L'Orient-Le Jour*, le 10 février 2022, actualisé le 4 juin 2022. Voir aussi T. Blanc, « Arabie saoudite (2) : la politique étrangère saoudienne. Dogmatisme anti-chiites ou *realpolitik* anti-Iran ? », *Les clés du Moyen-Orient*, 22 janvier 2018, disponible sur : www.lesclesdumoyenorient.com.

26. M. Young, « The Impending Void », Carnegie Middle East Center, 30 mai 2022, disponible sur : carnegie-mec.org. Il faut noter que les groupes issus de la contestation ont obtenu 13 sièges sur 128 : percée inattendue, mais insuffisante pour bouleverser l'équilibre des forces d'une manière défavorable aux partis traditionnels pro-iraniens ou pro-saoudiens.

somber dans l'intransigeance au risque d'attiser le conflit sunnites-chiites et de « voir davantage d'alliés, en particulier chrétiens, se désolidariser de lui et de son jusqu'au-boutisme devenu intenable dans le contexte de l'effondrement économique²⁷ » ; ou changer de comportement²⁸ et évoluer dans la voie du compromis au Liban tout en cessant ses activités paramilitaires au Yémen.

Dans son rapport de force régional avec l'Iran, l'Arabie Saoudite est en quête d'alliés libanais fiables. Ceux qui s'avèrent incapables de l'être sont abandonnés, à l'instar de Saad Hariri. Mais en imposant le retrait de ce dernier, l'Arabie Saoudite se retrouverait privée de son principal vecteur d'influence dans la sphère politique. Elle pourrait mettre à la disposition d'une autre personnalité politique sunnite d'importants moyens d'action mais l'argent ne fait ni le charisme, ni le leadership. De nouvelles personnalités réformistes et opposées à l'hégémonie iranienne vont sans doute tenter de remplacer Saad Hariri²⁹. Toutefois, jusqu'à présent, son départ a surtout laissé place au vide et à l'incertitude. Ce vide ne sera vraisemblablement pas comblé par une reproduction de ce que l'on a appelé, du temps de Rafic Hariri, un « leadership sunnite unifié », mais plutôt par l'émergence d'acteurs et de forces hétérogènes. En effet, les différents représentants des sunnites au nouveau Parlement n'ont « ni une vision ni une stratégie commune face au Hezbollah³⁰ », alors que 8 députés sunnites sur 27 entrent déjà dans le giron de ce dernier.

Le bilan des élections législatives de 2022 peut se résumer en une formule : si Riyad « jouit [désormais] d'une influence certaine », Téhéran demeure « décisionnaire »³¹. Autrement dit, si le Hezbollah ne peut plus imposer ses diktats, rien ne l'oblige à faire des concessions à ses opposants dispersés³². Cette situation résulte en partie de la politique contre-productive menée par Riyad ces dernières années : l'affaiblissement des sunnites au sein du Parlement et du gouvernement libanais prive le camp pro-saoudien d'un pilier indispensable dans son bras de fer avec l'adversaire pro-iranien. Mais tout n'est pas encore joué. Les calculs saoudiens, selon lesquels l'équilibre confessionnel libanais est compromis sans la

27. Entretien avec Amine Lebbos le 12 février 2022, actualisé le 23 mai 2022.

28. M. Rouxel, « Entretien avec Joseph Bahout – Quelle situation après la démission de Saad Hariri ? », *Les clés du Moyen-Orient*, 13 novembre 2017, disponible sur : www.lesclesdumoyenorient.com.

29. D. Schenker, « Saad's Sad Goodbye: Hariri Leaves Lebanese Politics », *The Washington Institute for Near East Policy*, 25 janvier 2022, disponible sur : www.washingtoninstitute.org.

30. Entretien avec Abdel Raouf Senno le 5 février 2022, actualisé le 25 mai 2022.

31. M. Rabih, « Législatives : qui a gagné, qui a perdu ? », *L'Orient-Le Jour*, 21 mai 2022, disponible sur : www.lorientlejour.com.

32. M. Young, « Saad al-Hariri Has Announced His Withdrawal From Politics », *Carnegie Middle East Center*, 24 janvier 2022, disponible sur : carnegie-mec.org.

présence et l'accord d'un leadership sunnite représentatif, peuvent encore s'avérer exacts. Si le processus politique venait à être relancé et si l'économie était mise sur la voie du redressement, une partie de cette réussite pourrait être portée au crédit de l'Arabie Saoudite, qui reprendrait alors son statut d'acteur incontournable au Liban³³.

* * *

L'affrontement entre Riyad et Téhéran en terrain libanais va se poursuivre, au risque de provoquer sinon une guerre par procuration du moins un blocage institutionnel. Dans cette confrontation, l'Arabie Saoudite ne peut se contenter de compter sur Samir Geagea. Elle doit miser à moyen terme soit sur une réconciliation avec Saad Hariri, soit sur l'émergence d'un nouveau leadership sunnite et la création d'un front multiconfessionnel, déterminé à rééquilibrer le jeu du pouvoir face au Hezbollah. Les négociations irano-saoudiennes – qui ont repris en Irak en avril 2022 après sept mois de suspension – pourraient conduire à une désescalade régionale susceptible de satisfaire les Saoudiens au Yémen, et leur permettant de jouer un rôle sur plusieurs autres théâtres de rivalité, y compris au Liban³⁴.

En se montrant prête à signer avec Beyrouth 17 conventions et protocoles d'entente sur la coopération et les investissements en 2019, Riyad a défini les conditions de son réengagement. Mais ce sont les Libanais, sous l'influence des pro-iraniens, qui ont fait échouer cette initiative. Un véritable retour saoudien au Liban ne semble en fait envisageable que dans le cadre de relations interétatiques normales et transparentes, inscrites dans la diplomatie économique et une logique donnant-donnant. Un tel scénario est pourtant improbable avec un État si faible, miné par le Hezbollah et des dirigeants corrompus toujours influents. À dire vrai, c'est le sort même du pays du Cèdre qui paraît bien incertain.



Mots clés

Liban
Arabie Saoudite
Iran
Système confessionnel

33. Entretien avec Mounir Rabin le 10 février 2022, actualisé le 4 juin 2022.

34. V. Nasr et M. Fantappiè, « How Iran and Saudi Arabia Can Together Bring Peace to the Middle East », *Foreign Affairs*, 3 août 2021, disponible sur : www.foreignaffairs.com.

